

Bruno Le Maire verrait bien une usine de batteries dans l'Est

En visite vendredi après-midi à l'usine PSA de Trémery, près de Metz, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a évoqué la création en France d'une usine de production de batteries pour véhicules électriques. Il souhaite que celle-ci voit le jour dans l'Est.

« Et vos batteries, elles viennent d'où ? » interroge Bruno Le Maire, faussement naïf. Le ministre de l'Économie fait face à un rutilant modèle de moteur électrique tout juste sorti de la ligne de production de l'usine PSA de Trémery. « De Chine », lui répond du tac au tac Marc Bauden, le directeur du site. Moue du ministre. « C'est stupide et irresponsable. Avec mon homologue allemand, nous avons décidé, jeudi à Berlin, de dire stop et de rapatrier la valeur en Europe. Cela s'appelle la reconquête industrielle », développe l'ex-UMP quelques minutes plus tard.

Le Nord ou l'Est

C'était lors d'une table ronde avec les acteurs économiques mosellans. Le ministre l'a provoquée pour évoquer le pacte productif du gouvernement, qui a pour objectif



Marc Bauden, le directeur de PSA Trémery (à gauche), présente le nouveau moteur électrique que produit l'usine à Bruno Le Maire, ministre de l'Économie. Photo RL/Karim SIARI

le plein-emploi en 2025. Mais il en a profité pour faire une annonce qui devrait créer une sacrée agitation dans le milieu politique local. En 2022, la France accueillera une usine de production de batteries pour véhicules électriques. Le n° 1 de l'économie la souhaite dans l'Est : « Il y a deux options, le Nord et l'Est. Ce sera à PSA de trancher mais je trouve plus logique et cohé-

rent que cela se fasse dans l'Est. J'espère que mon avis sera entendu par les industriels. »

Concrètement, une usine pilote sera créée en Nouvelle Aquitaine, avec environ 300 emplois. Et deux usines de production verront aussi le jour. L'une en France en 2022. L'autre en Allemagne en 2024. À la clé : 2 000 emplois immédiats, « et beaucoup plus par la suite », ajoute

Bruno Le Maire. L'État s'engage à accompagner l'installation de cette nouvelle filière, jugée non rentable par les constructeurs, à hauteur d'un milliard d'euros.

Opération séduction

Les forces économiques et politiques locales n'ont plus qu'à activer leur opération séduction. « Nous sommes en ordre de bataille », glis-

se au ministre le conseiller régional Rémy Sadocco. D'autres n'ont pas attendu pour commencer leur travail de lobbying. La députée En marche de Saint-Avold, Hélène Zannier, a déjà lancé une pétition pour l'installation de cette usine en territoire naborien, afin de pallier la fin du charbon en 2022.

L'enjeu est important pour le territoire, en mal d'emplois. Bruno Le Maire a pu le constater en échangeant avec les syndicats de PSA. « La ligne de production du moteur électrique n'emploie que 60 personnes, sept fois moins que pour le moteur thermique. L'usine est passée de plus de 5 000 salariés à moins de 2 000 », l'a alerté la CGT. Réponse du ministre : « Avoir pris ce virage de l'électrique garantit le maintien de l'emploi. Maintenant, il faut augmenter la production. »

Pour cela, le patronat attend lui aussi beaucoup du gouvernement. À la tête de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) Lorraine, Hervé Bauduin a invité Bruno Le Maire à se pencher sur les taxes de production, trois fois plus élevées qu'en Allemagne. Bruno Le Maire les a qualifiées de « boulets ». Le ministre de l'Économie aurait-il oublié qu'il est aussi celui des Finances ?

Philippe MARQUE